



Biodiversité & changements globaux

Ce document est la transcription révisée, chapitrée et illustrée d'une vidéo du MOOC UVED « Biodiversité et changements globaux ». Ce n'est pas un cours écrit au sens propre du terme ; le choix des mots et l'articulation des idées sont propres à l'intervention orale de l'auteur.

Les mobilisations urbaines environnementales

Nathalie BLANC

Directrice de recherche, CNRS

L'importance des principes du développement durable a considérablement diminué dans les politiques publiques ces dernières années, aux côtés de la montée en puissance d'approches plutôt sectorielles qui sont fondées sur le rendement et le contrôle grâce à des indicateurs.

1. La montée de l'environnementalisme

Face à ces transformations de l'action publique, c'est-à-dire la montée en puissance d'une gestion centralisée et sectorielle des politiques urbaines, des mouvements et des collectifs de la société civile développent des initiatives sur les territoires qui sont fondées sur une coopération ancrée dans les lieux. Ces évolutions récentes des mobilisations collectives et individuelles autour de l'environnement confirment un déplacement à partir du XIXe siècle d'un militantisme social qui est plutôt ancré sur l'idée de réforme de la société vers un militantisme ancré dans l'idée de lieux. Il s'agit alors d'énoncer une vision du monde qui n'est plus contenue dans l'idée de société, mais qui suppose la prise en considération de la Terre comme un milieu limité, et comme un milieu de vie que les êtres humains investissent par leurs relations avec l'ensemble des êtres vivants et des éléments de l'environnement naturel et construit.

Dès lors, cette évolution en produit une autre qui permet à notre sens de parler aujourd'hui d'environnementalisme ordinaire. Il s'agit d'un déplacement en termes de cadrage dans le

débat public, sur ce qui importe à changer et comme en témoigne la mise en avant de relations à l'environnement avec les expressions de cadre de vie, de qualité de vie. Ce nouveau cadrage s'accompagne du renouveau des modalités de l'action publique et de l'action militante. Tout d'abord, il y a un élargissement des personnes impliquées dans la décision publique, mais il y a aussi une plus grande variété des moyens de lutte au travers de l'élargissement de leur esthétique. On pense notamment aux happenings, aux performances, aux événements festifs, aux témoignages qui font appel notamment aux artistes.

2. Les mobilisations urbaines environnementales

Tout d'abord, dans les années 1960-1970 il y a de premiers mouvements qui correspondent à une véritable transformation des cultures de la nature, de la campagne et de la ville. Ces nouveaux mouvements sociaux donnent lieu à l'émergence de mouvements globaux écologistes à partir des années 1970, on peut penser notamment à Greenpeace, Earth First!, Les Amis de la Terre, WWF, qui vont prendre corps notamment aux États-Unis à partir du mouvement pour les droits civiques, et qui vont se développer plus largement notamment en Europe. Parallèlement et concomitamment se développent de multiples initiatives à l'échelle locale, qu'il s'agisse de manifestations pacifistes ou antinucléaires.

À partir des années 80, on assiste à la professionnalisation de ces associations qui vont investir les municipalités, les politiques locales au point que l'on parle de l'expert militant. Les politiques municipales intègrent alors progressivement la problématique environnementale à partir notamment de préoccupations pour la qualité de vie et le cadre de vie.

À partir des années 1990, du livre vert sur l'environnement européen, et du Sommet de Rio en 1992, on assiste à une montée en puissance d'injonctions, de prise en compte du développement durable et de ces trois piliers ce qui va transformer durablement le rôle des associations dans la décision publique et sur les territoires.

Dans la période 2000-2010, préalablement au Grenelle de l'environnement, on assiste à une période d'intégration des acteurs associatifs dans des procédures technoscientifiques de négociation à la fois à l'échelon national, mais aussi dans les territoires et notamment dans les régions. On assiste du coup à une institutionnalisation de l'action militante et de la parole.

À partir de 2010 et jusqu'à aujourd'hui, les mouvements d'engagements militants se pluralisent, avec d'un côté des alternatives militantes radicales de désobéissance civile, de squattes qui affectionne l'action directe, tel le mouvement antipub, ou les mouvements antispécistes, anti-vivisection ou même les mouvements qui luttent contre la souffrance dans les abattoirs tout dernièrement, et d'un autre côté des groupes qui optent directement pour des modes alternatifs de vie, de décroissance, de retour à la nature avec les éco-lieux, les éco-villages ; mais aussi des mouvements peut-être plus sages d'une certaine manière qui vont s'engager sur les territoires avec les collectivités locales et les acteurs privés.

On a donc des modes d'engagement pluriels, qu'il agisse de contestations radicales par l'action directe, d'action juridico-politique et de contre-expertise par rapport à des projets de loi, de pratiques alternatives ou de tactiques de sensibilisation et d'éducation des populations. Ces modes d'engagement pluriels peuvent être analysés comme des grammaires d'action politique qui permettent de voir des modalités d'engagement et de transformation des milieux qui sont caractérisés par des expérimentations créatrices et risquées parfois au travers de l'habitat groupé écologique, ou de coopératives d'habitats d'éco-lieux ou les territoires à énergie positive.

3. L'attachement au milieu

Comment ces collectifs, qui sont pluriels et qui sont constitués à partir d'expériences de vie, participent-ils à faire du sentiment d'attachement aux lieux un moteur de la transformation des représentations et des pratiques ?

La prise en charge d'un milieu de vie par des habitants serait la manifestation du fait que certains d'entre eux s'inventent comme garant d'une nature qu'ils sentent menacée, dépendante de leurs actions au niveau local, étroitement reliée à l'idée qu'ils se font d'une vie heureuse en cet endroit, et de manière plus générale d'une vie heureuse sur la planète. Un certain nombre de travaux, notamment outre Atlantique, valorisent différents modes de ce que les Américains appellent « environmental stewardship ». On peut parler d'intendance environnementale, ou de gardiens de l'environnement, en tout cas ce sont des moyens de rendre visible la contribution des citoyens à la transformation écologique des milieux de vie, qu'il s'agisse de collectifs citoyens qui conservent, ou gèrent, ou surveillent, ou militent pour les droits à l'environnement et éduquent sur un large éventail de questions liées à la qualité de vie et à l'environnement urbain. Dans ce mouvement visant à visibiliser ceux qui entrent en ligne de compte dans l'attachement au milieu de vie participent l'essence et la sensibilité, souvent oubliées dans cette analyse des grammaires d'actions politiques, et qui entrent en ligne de compte dans une capacité à se faire une représentation collective des lieux.

4. L'esthétique environnementale

On peut parler alors d'esthétique environnementale de telle façon à rendre compte de la manière dont ces collectifs énoncent un drame écologique à travers des récits de vie dans les territoires plutôt que comme un problème qui en appelle à une solution avec des techniques. Il s'agit donc d'une esthétique qui se situe au-delà de l'art et des musées et des galeries, mais une esthétique qui prend corps dans l'espace public, dans l'espace naturel et qui en appelle à cette expérience des transformations environnementales. Il s'agit donc bien de mettre en avant une idée de l'expérience avec une attention à l'ordinaire, c'est-à-dire à la quotidienneté de cette expérience et puis de mettre en avant un souci des formes environnementales, des lacs, des quartiers, des parcs, toutes sortes de formes y compris sur les balcons, et des

processus environnementaux. L'esthétique environnementale, dès lors, vise à déterminer comment un sentiment de collectivité, de communauté, émerge par la création de l'esthétique partagée de l'environnement, c'est-à-dire d'une manière collective de sentir et de penser l'environnement au croisement du sens et des sens, de la théorie et de la pratique.

5. La gouvernance

Une dernière façon d'analyser la manière dont ces collectifs prennent corps sur les territoires est de voir dans quel dispositif de gouvernance ils s'intègrent. On assiste à l'entrée de l'ère de la gouvernance avec une mutation forte des politiques environnementales à partir du début des années 2000, et un peu avant même, avec la mise en avant de mécanismes contractuels qui lient l'État et différents partenaires favorisant dans certains cas la participation de nouveaux acteurs associatifs dans ces dispositifs de gouvernance. Dès lors, on peut voir que non seulement les acteurs associatifs se transforment, apprenant de leurs relations avec les collectivités locales, mais de l'autre côté ces institutions ancrées sur les territoires se transforment également, on peut parler alors d'ensauvagement des institutions.

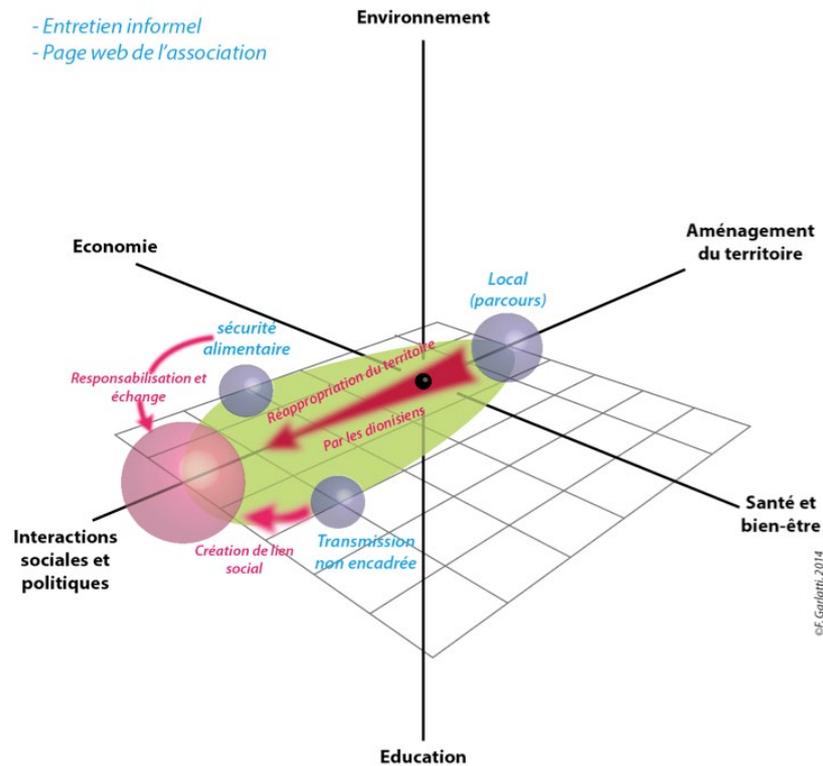
6. L'exemple de Plaine Commune

Les différents graphiques ci-dessous vont vous montrer de quelle manière on peut analyser finalement cette gouvernance sur les territoires en essayant notamment de voir de quelle manière les associations et les acteurs des collectivités locales, mais aussi l'État, se connectent et font réseau. Avec ces graphiques, on peut voir quels sont les groupes les plus connectés, ou les groupes isolés et les associations qui restent à l'écart de toute forme d'association avec la puissance publique, et quelle est la collaboration également entre les groupes associatifs. Lors d'une recherche pilote à Plaine Commune réalisée entre 2015 et 2016, nous avons pu comme ça décrire ces réseaux associatifs à l'échelle des territoires et voir de quelle manière les collectivités locales jouaient un rôle fort dans la structuration de ces groupes à l'échelle locale. Le dernier graphique permet de représenter une diversité de points de vue entre des acteurs associatifs, des représentations scientifiques et les services des collectivités territoriales et de l'État sur les territoires.

Un premier diagramme porte sur un acteur associatif sur les territoires de Plaine Commune. Il montre que cet acteur est plus particulièrement intéressé finalement par la dynamique d'interaction avec les habitants et les acteurs territorialisés.

Clinamen

- Entretien informel
- Page web de l'association

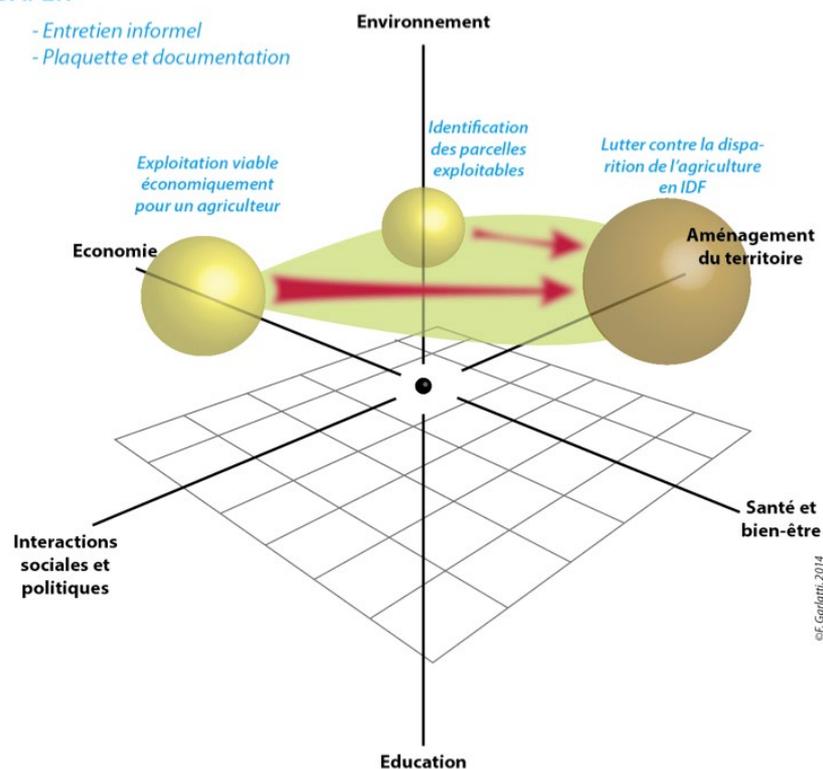


©F. Garlati, 2014

Un deuxième acteur, la SAFER, est plus intéressé par l'aménagement et le souci de réserver certaines emprises foncières à cette agriculture urbaine qui pose problème, dont le maintien pose problème sur le territoire notamment du Grand Paris.

SAFER

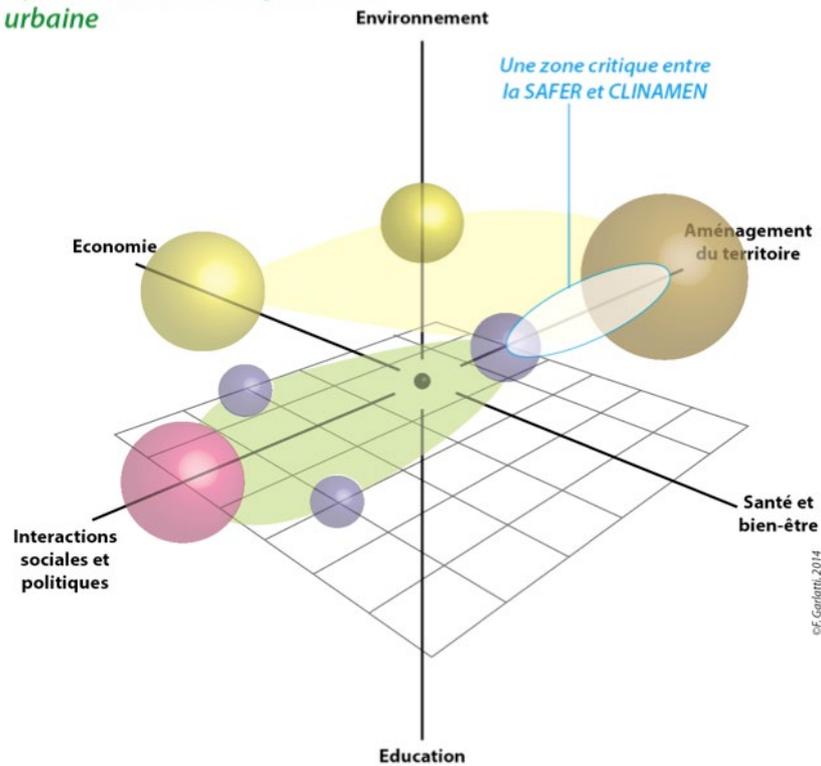
- Entretien informel
- Plaquette et documentation



©F. Garlati, 2014

Cette dernière figure montre du coup comment ces diverses représentations peuvent se croiser à l'échelle des territoires, ou faire problème éventuellement tant il s'agit plutôt de Babel, et d'une diversité de discours qui parfois produisent de la mésentente et de la conflictualité sur ces territoires plus que de la négociation.

2 points de vue sur l'agriculture urbaine



©F. Garlati, 2014